

Artikel 5 der Richtlinie schreibt im Fall einer Umweltprüfung die Erstellung eines Umweltberichts vor. Artikel 6 der Richtlinie sieht die Information und die Konsultation der Behörden und der Öffentlichkeit über die Entwürfe der Pläne und Programme und den Umweltbericht vor. Artikel 8 bezieht sich auf die Berücksichtigung des Umweltberichts bei der Ausarbeitung des Plans oder Programms. Schließlich regelt Artikel 9 die Bekanntgabe der Entscheidung über die Annahme eines Plans oder eines Programms.

B.40.2. Der Gerichtshof der Europäischen Union hat den Anwendungsbereich der erwähnten Richtlinie mehrmals präzisiert.

B.40.3. Auf der Grundlage der Urteile des Gerichtshofes der Europäischen Union vom 17. Juni 2010 (C-105/09 und C-110/09, *Terre wallonne et Inter Environnement Wallonie*), vom 22. März 2012 (C-567/10, *Inter Environnement Bruxelles ASBL u.a.*), vom 11. September 2012 (C-43/10, *Nomarchiaki Aftodioikisi Aitolokarnanias u.a.*), vom 10. September 2015 (C-473/14, *Dimos Kropias Attikis*), vom 27. Oktober 2016, (C-290/15, *D'Oultremont u.a.*) vom 7. Juni 2018 (C-671/16, *Inter Environnement Bruxelles ASBL u.a.*) und vom 7. Juni 2018 (C-160/17, *Thybaut u.a.*) hat der Verfassungsgerichtshof durch seinen Entscheid Nr. 33/2019 vom 28. Februar 2019 geurteilt, dass weder Verordnungen noch Gesetze als solche in den Anwendungsbereich der Richtlinie 2001/42/EG fallen. Der Gerichtshof hat auf das Ziel des europäischen Gesetzgebers Bezug genommen, der anstrebte, dass « bestimmte Pläne und Programme, die voraussichtlich erhebliche Umweltauswirkungen haben, entsprechend [der] Richtlinie einer Umweltprüfung unterzogen werden » (Artikel 1). Die von der Richtlinie eingeführte Verpflichtung beschränkt sich « auf die Planungs- und Programmebene des Entscheidungsprozesses und gilt nicht für die allgemeineren politischen Entscheidungen an der Spitze der Entscheidungshierarchie » (KOM(96)511 endg., S. 2).

B.41. Durch die angefochtenen Bestimmungen werden Definitionen und Ziele im Bereich der nichtschiffbaren Wasserläufe festgelegt und sie bestehen zum größten Teil darin, dass die Verwaltungsbefugnisse in Bezug auf diese Wasserläufe umrissen werden. Diese allgemeinen Bestimmungen, die sich im Übrigen nicht in den anzuwendenden Sektorenplänen niederschlagen, können weder bei gesonderter Betrachtung noch bei ihrer Betrachtung im konkreten Kontext als Rechtsakt angesehen werden, der « dadurch, dass er die in dem betreffenden Bereich anwendbaren Regeln und Verfahren zur Kontrolle festlegt, eine signifikante Gesamtheit von Kriterien und Modalitäten für die Genehmigung und Durchführung eines oder mehrerer Projekte aufstellt, die voraussichtlich erhebliche Umweltauswirkungen haben », um die vom Gerichtshof der Europäischen Union verwendete Formulierung aufzugreifen.

B.42. Die Prüfung der angefochtenen Bestimmungen anhand des Aarhus-Übereinkommens führt nicht zu einer anderen Schlussfolgerung.

B.43. Der vierte Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

weist die Klage zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 14. Oktober 2021.

Der Kanzler,

F. Meersschant

Der Präsident,

F. Daoût

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2022/20532]

10 MARS 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 20 ;

Vu le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus qui donne compétence au Gouvernement d'en arrêter les modalités d'application, article 10, § 3, tel qu'instauré par l'article 13, 2°, du décret du 22 décembre 2021 portant diverses dispositions pour un impôt plus juste ;

Vu le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, article 79, tel que modifié par l'article 15 du décret du 22 décembre 2021 portant diverses dispositions pour un impôt plus juste, pour permettre la reprise de la gestion du répertoire des appareils automatiques de divertissement par la Région wallonne à partir du 1^{er} janvier 2022 ;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus ;

Vu le rapport du 17 septembre 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 octobre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 octobre 2021 ;

Vu l'avis 70.797/4 du Conseil d'Etat, donné le 23 février 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre des Finances ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 14bis de l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, les mots « de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie Finances » ;

2° dans le paragraphe 3, les mots « du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Département de l'Établissement et du Contrôle du Service public de Wallonie Finances » ;

3° dans le paragraphe 5, les mots « aux articles 63ter et 79, § 3, » sont remplacés par les mots « à l'article 63ter, », et les mots « le Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la direction générale opérationnelle fiscalité du service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « le Département de l'Établissement et du Contrôle du Service public de Wallonie Finances » ;

4° dans les paragraphes 6 et 8, les mots « la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont à chaque fois remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Finances » ;

5° dans le paragraphe 7, les mots « le Département du Recouvrement de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « le Département de la Perception et du Recouvrement du Service public de Wallonie Finances » ;

6° dans le paragraphe 9, les mots « le service chargé du recouvrement au sein de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « le Département de la Perception et du Recouvrement du Service public de Wallonie Finances ».

Art. 2. Le chapitre III de l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, dont les articles 23 et 24 ont été abrogés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2013, est rétabli comme suit :

« CHAPITRE III – Taxe forfaitaire de cent euros

Art. 23. Les documents visés à l'article 10, § 3, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus sont les suivants :

1° dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 1° : le contrat de location au nom de celui qui met le véhicule en circulation, signé et daté ;

2° dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 2° : une copie du contrat de travail ou de l'ordre, ainsi qu'un document établi par l'employeur étranger montrant que celui-ci a mis le véhicule à disposition du résident belge concerné ;

3° dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 3° : une carte d'accréditation délivrée par l'employeur du fonctionnaire concerné ;

4° dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 4° : un document établi par le titulaire étranger montrant que ce dernier donne l'autorisation d'utiliser le véhicule pendant une période déterminée avec mention de la date de fin ;

5° dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 5° : un document établi et signé par le titulaire mentionnant clairement les dates de début et de fin de l'usage du véhicule en Belgique. ».

Art. 3. Dans l'article 28, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2013, les mots « La Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « Le Service public de Wallonie Finances ».

Art. 4. Dans l'article 30, § 2, de l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « le Service public de Wallonie Finances » ;

2° dans l'alinéa 2, les mots « à la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « au Service public de Wallonie Finances ».

Art. 5. Dans l'article 54 de l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2009, les mots « de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie Finances ».

Art. 6. L'article 56 de l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, rétabli par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2009, est remplacé comme suit :

« Le service, visé à l'article 79, §§ 3 et 3/1, du Code, est le Département de l'Établissement et du Contrôle du Service public de Wallonie Finances.

Le Ministre des Finances est chargé de déterminer le modèle de la déclaration et les modalités d'administration de la preuve du respect de la procédure visés à l'article 79, §§ 3 et 3/1, du Code. ».

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2022.

Art. 8. Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 mars 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

A. DOLIMONT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/20532]

10. MÄRZ 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 1970 zur Einführung der allgemeinen Verordnung über die der Einkommensteuer gleichgesetzten Steuern

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Gesetzbuches der den Einkommensteuern gleichgesetzten Steuern, das der Regierung die Zuständigkeit für die Festlegung der Anwendungsmodalitäten überträgt, Artikel 10 § 3, eingeführt durch Artikel 13 Ziffer 2 des Dekrets vom 22. Dezember 2021 Dekret mit verschiedenen Bestimmungen für eine gerechtere Besteuerung;

Aufgrund des Gesetzbuches der den Einkommensteuern gleichgesetzten Steuern, Artikel 79 in seiner durch Artikel 15 des Dekrets vom 22. Dezember 2021 mit verschiedenen Bestimmungen für eine gerechtere Besteuerung abgeänderten Fassung, um die Übernahme der Verwaltung des Verzeichnisses der Spielautomaten durch die Wallonische Region ab dem 1. Januar 2022 zu ermöglichen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 1970 zur Einführung der allgemeinen Verordnung über die der Einkommensteuer gleichgesetzten Steuern;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 17. September 2021;

Aufgrund der am 8. Oktober 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 28. Oktober 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 23. Februar 2022 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 70.797/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Finanzen;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 14*bis* des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 1970 zur Einführung der allgemeinen Verordnung über die der Einkommensteuer gleichgesetzten Steuern, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2013 wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 2 wird die Wortfolge "der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wortfolge "des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen" ersetzt;

2° in Paragraf 3 wird die Wortfolge "der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wortfolge "der Abteilung Festlegung und Kontrolle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen" ersetzt;

2° in Paragraf 5 wird die Wortfolge "in den Artikeln 63*ter* und 79 § 3" durch die Wortfolge "in Artikel 63*ter*" und die Wortfolge "die Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wortfolge "die Abteilung Festlegung und Kontrolle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen" ersetzt;

1° in den Paragrafen 6 und 8 wird die Wortfolge "die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" jeweils durch die Wortfolge "der Öffentliche Dienst der Wallonie Finanzen" ersetzt;

5° in Paragraf 7 wird die Wortfolge "die Abteilung Beitreibung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wortfolge "die Abteilung Erhebung und Beitreibung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen" ersetzt;

6° in Paragraf 9 wird die Wortfolge "ist die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wortfolge "die Abteilung Erhebung und Beitreibung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen" ersetzt.

Art. 2 - Kapitel III des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 1970 zur Einführung der allgemeinen Verordnung über die der Einkommensteuer gleichgesetzten Steuern, dessen Artikel 23 und 24 durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2013 aufgehoben wurden, wird wie folgt wieder eingeführt:

"KAPITEL III - Pauschalgebühr von hundert Euro

Art. 23 - Die in Artikel 10 § 3 des Gesetzbuches der den Einkommensteuern gleichgesetzten Steuern genannten Dokumente sind folgende:

1° in dem in Absatz 1 Ziffer 1 genannten Fall: der auf den Namen desjenigen, der das Fahrzeug in Verkehr bringt, lautende Mietvertrag, unterzeichnet und datiert;

2° in dem in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Fall: eine Kopie des Arbeitsvertrags oder des Auftrags sowie ein vom ausländischen Arbeitgeber ausgestelltes Dokument, aus dem hervorgeht, dass dieser das Fahrzeug der betreffenden in Belgien ansässigen Person zur Verfügung gestellt hat ;

3° in dem in Absatz 1 Ziffer 3 genannten Fall: eine vom Arbeitgeber des betreffenden Beamten ausgestellte Akkreditierungskarte;

4° in dem in Absatz 1 Ziffer 4 genannten Fall: ein durch den ausländischen Inhaber ausgestelltes Dokument, durch das bescheinigt wird, dass dieser eine zeitlich begrenzte Erlaubnis für den Gebrauch des Fahrzeugs erteilt, mit Angabe des Ablaufdatums;

5° in dem in Absatz 1 Ziffer 5 genannten Fall: ein von dem Inhaber ausgestelltes und unterzeichnetes Dokument, in dem deutlich die Daten des Beginns und des Endes der Benutzung des Fahrzeugs in Belgien angegeben werden."

Art. 3 - In Artikel 28 § 1 des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 1970 zur Einführung der allgemeinen Verordnung über die der Einkommensteuer gleichgesetzten Steuern, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2013, wird die Wortfolge "Die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wortfolge "Der Öffentliche Dienst der Wallonie Finanzen" ersetzt.

Art. 4 - Artikel 30 § 2 des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 1970 zur Einführung der allgemeinen Verordnung über die der Einkommensteuer gleichgesetzten Steuern, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2013 wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wortfolge "der Öffentliche Dienst der Wallonie Finanzen" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wortfolge "dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Finanzen" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 54 des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 1970 zur Einführung der allgemeinen Verordnung über die der Einkommensteuer gleichgesetzten Steuern, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2009, wird die Wortfolge "der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wortfolge "des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen" ersetzt.

Art. 6 - Artikel 56 des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 1970 zur Einführung der allgemeinen Verordnung über die der Einkommensteuer gleichgesetzten Steuern, wieder eingeführt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2009 aufgehoben wurden, wird durch folgende Wortfolge ersetzt:

"Die in Artikel 79 §§ 3 und 3/1 des Gesetzbuches genannte Dienststelle ist die Abteilung Festlegung und Kontrolle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen.

Der Minister für Finanzen ist dafür zuständig, das Muster der Erklärung und die Modalitäten der Erbringung des Nachweises für die Einhaltung des Verfahrens gemäß Artikel 79 §§ 3 und 3/1 des Gesetzbuches festzulegen."

Art. 7 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2022 wirksam.

Art. 8 - Der Minister für Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. März 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2022/20532]

10 MAART 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, dat aan de Regering de bevoegdheid geeft om de toepassingsmodaliteiten ervan te bepalen, artikel 10, § 3, zoals ingevoerd bij artikel 13, 2°, van het decreet van 22 december 2021 houdende verscheidene bepalingen voor een rechtvaardiger belasting;<0)

Gelet op het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, artikel 79, zoals gewijzigd bij artikel 15 van het decreet van 22 december 2021 houdende verscheidene bepalingen voor een rechtvaardiger belasting, om het Waalse Gewest toe te staan met ingang van 1 januari 2022 het beheer over te nemen van het repertorium van de automatische ontspanningstoestellen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen;

Gelet op het rapport van 17 september 2021, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 oktober 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 oktober 2021;

Gelet op advies nr. 70.797/4 van de Raad van State, gegeven op 12 februari 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Financiën;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 14bis van het koninklijk besluit van 18 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 worden de woorden "van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "van de Waalse Overheidsdienst Financiën";

2° in paragraaf 3 worden de woorden "van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "het Departement Vestiging en Controle van de Waalse Overheidsdienst Financiën";

3° in paragraaf 5 worden de woorden "in de artikelen 63ter en 79, § 3," vervangen door de woorden "in artikel 63ter," en worden de woorden "het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "het Departement Vestiging en Controle van de Waalse Overheidsdienst Financiën";

4° in de paragrafen 6 en 8 worden de woorden "het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst" telkens vervangen door de woorden "de Waalse Overheidsdienst Financiën";

5° in paragraaf 7 worden de woorden "het Departement Invordering van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "het Departement Inning en Invordering van de Waalse Overheidsdienst Financiën";

6° in paragraaf 9 worden de woorden "de dienst "inningen" in het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "het Departement Inning en Invordering van de Waalse Overheidsdienst Financiën".

Art. 2. Hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 18 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, waarvan de artikelen 23 en 24 opgeheven zijn bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2013, wordt opnieuw opgenomen als volgt:

"HOOFDSTUK III - forfaitaire belasting van honderd euro

Art. 23. De in artikel 10, § 3, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bedoelde documenten zijn de volgende:

1° in het geval bedoeld in het eerste lid, 1° : het ondertekende en gedateerde huurcontract op naam van diegene die het voertuig in het verkeer brengt;

2° in het geval bedoeld in het eerste lid, 2° : een kopie van de arbeidsovereenkomst of opdracht, evenals een door de buitenlandse werkgever opgesteld document waaruit blijkt dat laatstgenoemde het voertuig heeft ter beschikking gesteld van de betrokken Belgische ingezetene;

3° in het geval bedoeld in het eerste lid, 3° : een door de werkgever van de betrokken ambtenaar afgeleverde accreditatiekaart;

4° in het geval bedoeld in het eerste lid, 4° : een door de buitenlandse titularis opgesteld document, waaruit blijkt dat laatstgenoemde toestemming verleent om het voertuig te gebruiken voor een bepaalde periode, met vermelding van de einddatum;

5° in het geval bedoeld in het eerste lid, 5° : een door de titularis opgesteld en ondertekend document dat uitdrukkelijk de begin- en einddatum van het gebruik van het voertuig in België vermeldt. "

Art. 3. In artikel 28, § 1, van het koninklijk besluit van 18 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2013, worden de woorden "Het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "De Waalse Overheidsdienst Financiën".

Art. 4. In artikel 30, § 2, van het koninklijk besluit van 18 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "de Waalse Overheidsdienst Financiën";

2° in het tweede lid worden de woorden "het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "de Waalse Overheidsdienst Financiën".

Art. 5. In artikel 54 van het koninklijk besluit van 18 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2013, worden de woorden "van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "van de Waalse Overheidsdienst Financiën".

Art. 6. Artikel 56 van het koninklijk besluit van 18 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, hersteld bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2009, wordt vervangen als volgt:

"De in artikel 79, §§ 3 en 3/1 van het Wetboek bedoelde dienst is het Departement Invordering van de Waalse Overheidsdienst Financiën.

De Minister bevoegd voor Financiën bepaalt het model van de aangifte en de modaliteiten voor de overlegging van het bewijs van de naleving van in artikel 79, §§ 3 en 3/1, van het Wetboek bedoelde procedure. "

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2022.

Art. 8. De Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 maart 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT